

M'SILA

Troisième jour de paralysie des établissements scolaires

C'est le troisième jour de grève sans préavis touchant la plupart des établissements scolaires de la wilaya, en signe de protestation contre l'attitude du trésorier pour avoir retardé le versement de la paie du mois en cours.

Les enseignants affiliés au syndicat autonome Unpef protestent contre le silence des responsables de la wilaya qui n'ont rien fait pour régler ce problème au profit des élèves et intervenir auprès du trésorier et le sommer de procéder au versement de la paie sans tarder pour que les élèves reprennent leurs classes, devant l'inquiétude des parents, notamment des élèves des classes d'examens.

Alors ces enseignants protestataires ont organisé ce dimanche un sit-in devant le siège de la wilaya après s'être rassemblés devant la Direction de l'éducation et procéder à une

marche pacifique en direction du bureau du premier responsable de la wilaya où ils ont occupé et barré la route devant les usagers.

Selon le communiqué de ce syndicat, aucune décision n'est prise par ce service en vue de régler ce problème qui commence à prendre de l'ampleur et voir enfin le versement de leur paie à chaque mois à une date fixe.

En outre le trésorier de la wilaya rencontre le même problème avec les enseignants du Cnapest déjà en grève ouverte depuis le 12 janvier dernier d'un jour renouvelable (voir *Le Soir*

d'Algérie du 13 janvier). Depuis lors, aucune solution n'a été proposée par ce service pour régler ce problème qui touche plus de 52 lycées de la wilaya.

Désormais la grève concerne les deux autres paliers : le primaire et le moyen. Juste pour appliquer et imposer les trois primes à l'IRG, à savoir la prime de poste spécifique, la prime de glissement d'un grade à un autre et la prime de rendement. Selon le coordinateur du Cnapest/e, M. Rabah Hadj Aroussi, aucune loi ne stipule l'imposition de ces trois primes à l'IRG. Néanmoins, le trésorier veut les imposer sans avoir reçu de texte, ajoute ce syndicaliste.

Quant aux responsables de l'Unpef, ils ont déclaré qu'ils ont signé une feuille de route avec

les différents responsables le 12 décembre dernier pour verser la paie et les primes suivant l'ancienne méthode. Dans le cas où le trésorier reçoit un ordre d'application de l'IRG, le syndicat se porte garant de l'autoriser de prélever cette somme versée des prochaines paies.

Malheureusement cette solution a été rejetée par ce responsable, apprend-on du chef de bureau de l'Unpef M. Djahel Azouz, qui a déclaré que les enseignants reprendront chaque matin un rassemblement devant le siège de la wilaya sans se lasser, comme il demande de sévères sanctions à l'encontre de ceux qui sont derrière cette crise et qui veulent nuire à la sérénité et à la rigueur des enseignants.

A. Laïdi

Les banques bloquent 615 projets Ansej

L'antenne de la wilaya de M'sila de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) a financé 2 615 projets de jeunes chômeurs depuis son ouverture en l'an 2008 jusqu'à ce jour, une opération qui entre dans le cadre de la création de micro-entreprises, la prise en charge des jeunes et la création de postes de travail.

Durant l'année 2013, cette antenne a financé seulement 623 projets, parmi les 935 dossiers enregistrés, dont 80 demandes déposées par des femmes.

Pourtant, le comité de soutien, de validation et financement a attesté l'éligibilité de 750 projets. 137 dossiers n'ont pas obtenu de réponses favorables pour des raisons inexplicables, cela est dû aux problèmes ren-

contrés par ces jeunes chômeurs, lors du dépôt des dossiers au niveau des différentes banques de la wilaya.

A ce propos, plus de 615 demandes demeurent suspendues depuis l'an 2008 jusqu'à ce jour, selon le directeur de l'antenne de M'sila M. Amroune Liamine.

Aucune réponse n'est parvenue à ces demandeurs de projets, ajoute-t-il, alors que l'étude

d'un dossier ne doit en aucun cas dépasser les deux mois, précise ce même responsable, une fois avoir obtenu l'accord du comité de soutien de validation et de financement.

Le bilan de l'année écoulée 2013, présenté lors d'un point de presse organisé la fin de la semaine passée, comporte 5 secteurs d'activité choisis par les jeunes de la wilaya, à savoir l'activité des services, qui vient en tête avec 327 dossiers déposés qui, pour la plupart, ont été choisis pour le transport de marchandises et la location de voitures, suivie par le secteur de l'agriculture avec 264 projets, surtout l'élevage des vaches,

qui commence à intéresser les jeunes, puis l'industrie 172 dossiers, l'artisanat 136 et le BTPH (bâtiment travaux publics et hydraulique) 36 projets ; cette activité a bénéficié d'un acte signé par l'Ansej avec l'université Mohamed Boudiaf de M'sila pour prendre en charge la formation des universitaires postulants d'un projet dans cette activité, faisant un total de 935 dossiers déposés, dont 750 ayant obtenu leurs attestations d'éligibilité et 623 dossiers, financés d'un montant de 2 422 749,306 DA, qui laisse une prévision de l'ouverture de 1 379 postes d'emploi.

A. L.

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DE L'APC DE SKIKDA

Plus de 1 000 milliards de centimes dans les tiroirs

Un programme d'assistance au profit de l'APC de Skikda a été initié par la wilaya de Skikda. De prime abord, le secrétaire général de l'APC, avec la collaboration du directeur de l'administration locale, procédera à la révision de l'encadrement et à son renforcement par des compétences et des profils dont a besoin la commune.

«Nous allons soutenir l'APC. Pour cela, je vais instruire les directeurs de l'exécutif de la wilaya de l'assister et de l'orienter dans ses différentes missions. Une coordination doit être de mise entre les différents services de l'APC et entre ses élus et ses administratifs, d'une part, et entre l'APC et les instances ayant un lien direct avec le développement local. Une discipline doit être instaurée, qui se traduira par une séance de travail tous les dix jours entre les deux parties, dans le but de faire une évaluation des actions entreprises et des perspectives en la matière. De même que je reste à votre disposition pour toute initiative à même de redorer le blason terni de Skikda. Donc, on se donne rendez-

vous tous les deux mois dans la même salle pour faire un pré-bilan», déclara le wali, Faouzi Ben Hassine, au niveau de la salle auditorium du nouveau cabinet du wali. Ces propos ont été tenus devant une assistance composée des directeurs de l'exécutif et ceux des entités économiques et administratives activant sur le territoire de Skikda, notamment Cleanski, l'ONA, l'ADE.

Cette nouvelle stratégie a été motivée par le fait suivant : Skikda dispose d'un matelas financier important mais n'arrive toujours pas à atteindre les objectifs escomptés en matière d'épanouissement. Près de 9.67 milliards de dinars correspondant à une centaine d'opérations sur les 209 non encore lancées, restent encore dans les tiroirs. Si on comptabilise les projets non-lancés depuis une quinzaine d'années, l'enveloppe financière peut avoisiner les 12 milliards de dinars, selon un rapport lu par le chef de daïra de Skikda.

Ce paradoxe a été imputé à la faiblesse de l'encadrement (sur les 3 185 employés, 1 219 sont permanents et seu-

lement 94 cadres occupant des postes techniques et administratifs), les lenteurs dans les procédures de traitement des ouvertures de plis, une mauvaise coordination entre ses différents services, la longue distance séparant ses services techniques et le siège de l'APC ; le non-paiement des entreprises de réalisation dans le passé, ce qui a engendré un refus de ces dernières à soumissionner pour les projets lancés par la commune, la prédominance des délibérations de nature sociale, sur les 231 délibérations adoptées au titre de l'exercice 2013, 101 ont été destinées aux subventions aux associations sportives et sociales ainsi qu'aux personnes nécessitant une intervention chirurgicale, «l'ancienneté» des programmes lancés, 80% des opérations datent de plus de 3 ans et une bonne partie remonte à plus de 15 ans. Concernant ces dernières, on peut avancer les exemples suivants : le projet de 150 logements de type rural datant de 1986, celui d'une salle de cinéma de 1991, celui des 197 logements à caractère social locatif de 1997. Outre cela, comme l'a si bien dit

le vice-président chargé de l'administration et des finances, Rabah Boumoud, «nous sommes des représentants du peuple, venus d'horizons divers. Pour le moment, nous ne maîtrisons pas l'acte de gestion comme il faut, mais nous nous attelons à l'appliquer progressivement. Un délai de grâce doit nous être accordé».

La situation a créé une phobie chez le personnel en place, élus et cadres compris. «Parmi le personnel communal, je n'ai pu trouver quatre cadres pouvant exécuter les tâches que je leur ai confiées. C'est inadmissible ! La peur gangrène mes services d'une manière effrayante», selon le P/APC Chebli Mohammed-Ramzi.

Pour le wali, ceci ne doit pas perdurer. «Celui qui a peur reste à la maison. En plus de quoi devons-nous avoir peur ? Des dispositions réglementaires ? On n'a qu'un seul code des marchés, on n'a qu'à se conformer à ses textes de loi. Moi, je n'explique pas cela comme une peur, mais davantage comme de l'irresponsabilité administrative, et je pèse bien mes mots».

Zaïd Zoheir

RELIZANE

Les camions de nettoyage dépourvus de feux

Plusieurs camions de nettoyage et de ramassage des ordures de la commune de Relizane sont démunis de phares arrière et avant, une situation qui touche à la crédibilité de cette institution publique.

Ces engins destinés au nettoyage, curage et débouchage des réseaux d'assainissement et ramassage des ordures dans les rues de la ville de Relizane sont, aujourd'hui, très vétustes compte tenu de leur état dégradé. Malgré une politique urbaine poussée, les responsables de la commune doivent penser, désormais, au renouvellement de leur parc d'engins ou rénover les camions qui sont en mauvais état. D'autre part, ces derniers jours, les éboueurs de la ville de Relizane ont rencontré d'énormes difficultés quant à la gestion des déchets ménagers.

En effet, plusieurs citoyens jettent leurs déchets ménagers en plein jour. Résultat : des tas d'immundices sont enregistrés dans plusieurs quartiers de la ville. Des conditions qui ternissent l'image de la ville de Relizane déjà confrontée à d'autres problèmes. Le bureau d'hygiène, malgré son déploiement et son champ de couverture très élargi à travers plusieurs communes de la wilaya de Relizane, avec plus de 5 engins et plus de 300 éboueurs, n'arrive toujours pas à contrôler la situation en l'absence de civisme de certains citoyens.

Ce comportement a été maintes fois condamné par les responsables de ladite commune de Relizane. Des spots publicitaires ont été diffusés à travers les médias afin de sensibiliser les citoyens sur cette question. Rien n'y fait, les ordures jonchent toujours les rues et les quartiers du chef-lieu de Relizane.

A. Rahmane